

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense que la question du député constitue une instance. Ce n'est pas une question supplémentaire. Le député a posé une question au sujet des transports. Elle y est sans doute connexe mais ce n'est pas une question supplémentaire.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'ACCUEIL AU CANADA DES CHILIENS RÉFUGIÉS À BUENOS AIRES

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a-t-il reçu des instances de la part du Conseil canadien des Églises et de la Conférence catholique canadienne au sujet des 150 réfugiés en provenance du Chili qui sont, sauf erreur, à l'aéroport de Buenos Aires, en Argentine, et désirent venir au Canada. Ils ont été menacés de déportation immédiate au Chili ou dans leurs pays d'origine. Le gouvernement va-t-il agir sans tarder afin d'autoriser le plus grand nombre possible de ces réfugiés à venir au Canada et adopter ainsi une attitude humanitaire à leur égard, suite aux engagements donnés par le ministre à la Chambre?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, pour ce qui est des instances que j'aurais reçues de la Conférence catholique canadienne, je ne sais pas si effectivement on m'a présenté de telles instances. Mon ministère signale néanmoins qu'il n'est pas au courant de cette situation dont le député m'a fait part dans sa lettre du 22 octobre. J'ai donc demandé à notre bureau de communiquer avec Buenos Aires et j'attends un rapport. Si la situation est telle qu'on le dit, je puis assurer au député que le gouvernement recourra aux mesures humanitaires qu'il a toujours su prendre dans des situations semblables.

M. Brewin: Monsieur l'Orateur, j'aimerais faire une recommandation sous forme de question supplémentaire. Le ministre ne comprend-il pas l'urgence de la situation dans ce cas-ci, vu que ces gens peuvent être expulsés et qu'il sera peut-être trop tard pour agir de quelque façon que ce soit?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je le répète, le ministère n'était pas au courant de la situation, mais dès que j'ai reçu la lettre du député, j'ai fait envoyer un message à Buenos Aires pour m'assurer de l'authenticité du rapport.

* * *

LE TOURISME

DEMANDE DE MESURES EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE

M. Keith Taylor (Churchill): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme la session dure depuis près de 10 mois et que le discours du trône prévoyait la présentation de mesures pour faciliter l'expansion du tourisme au Canada, le premier ministre nous dirait-il si on recourra cette année à d'autres mesures que

Questions orales

la publication ordinaire de communiqués de presse à cette fin?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je devrai consulter le ministre de l'Industrie et du Commerce pour savoir s'il a l'intention de faire une annonce à ce sujet.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

L'USINE D'EAU LOURDE AU N.-B. ET LE PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE CENTRALES THERMONUCLÉAIRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Tom Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Compte tenu des problèmes énergétiques actuels, le gouvernement accélérera-t-il son programme de construction de centrales atomiques? En particulier, la première décision, soit celle concernant le Nouveau-Brunswick, sera-t-elle prise incessamment et, dans l'affirmative, quand?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, ce projet comporte non seulement la construction d'une centrale atomique mais également une usine d'eau lourde au Nouveau-Brunswick. J'espère que cette dernière question pourra faire l'objet d'une décision gouvernementale avant la fin de ce mois-ci.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

DEMANDE DE RENVOI DE LA QUESTION DU COÛT AU COMITÉ PERMANENT—L'OPPORTUNITÉ D'UNE MESURE MODIFICATIVE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au leader du gouvernement à la Chambre. Comme le plafond de l'assurance-chômage fixé par une mesure précédente à 800 millions de dollars a été abandonné et comme nous remarquons avec inquiétude un accroissement du coût de l'assurance-chômage, qui sera peut-être supérieur à l'année dernière, le leader du gouvernement à la Chambre pourrait-il ordonner le renvoi de la question au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration afin de l'étudier?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je vais discuter de cette question avec le ministre et étudier la suggestion du député.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Comme le ministre chargé de la Commission d'assurance-chômage a maintes fois déclaré qu'il envisageait de nous saisir d'une mesure concernant cette commission et de nous présenter des amendements, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a toujours l'intention de nous présenter cette mesure et quand?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, si je n'ai pas oublié le programme législatif, le gouvernement n'a pas l'intention de présenter de nouveaux amendements à la loi sur l'assurance-chômage au cours de cette session.